



Auto-évaluation (annexe 3 du dossier d'examen au cas par cas
« ad hoc » pour avis conforme défini par l'arrêté du 26 avril
2022)
du projet de carte communale
de la commune
de Laféline

13 juin 2023

bioinsight .

urbanisme
biodiversité
bioclimatisme

SOMMAIRE

1 Cadre juridique	2
1.1 Définitions	2
1.2 Nouveau régime d'évaluation issu du décret du 13 octobre 2021	3
1.3 Élaboration d'une carte communale	3

2	Projet de carte communale de Laféline	5
2.1	Critère n° 1 (R104-15 CU) : Natura 2000	5
2.2	Critère n° 2 (R104-16 CU) : autres cas que le R104-15 CU	5
2.2.1	Préévaluation environnementale	6
2.2.1.1	Méthode d'analyse : effets et incidences notables	6
2.2.1.2	Cours d'eau et zones humides	7
2.2.1.3	Biodiversité et zonage environnementaux	9
2.2.1.4	Paysage	12
2.2.1.5	Capacité d'assainissement collectif	14
2.2.1.6	Bilan besoins/ressources en eau potable	14
2.2.1.7	Bruit	14
2.2.2	Conclusion	
15		

1 Cadre juridique

1.1 Définitions

Une **préévaluation environnementale** détermine si un projet de document d'urbanisme est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement (évaluation d'une probabilité dans le cadre du principe de précaution). Une **évaluation environnementale** doit être alors effectuée dès lors qu'un projet de document est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Une **évaluation environnementale** décrit et évalue les incidences notables probables d'un projet de document d'urbanisme puis définit des mesures ERC pour y remédier.

Une **auto-évaluation** expose une **préévaluation** dans l'annexe 3 du dossier d'examen au cas par cas « ad hoc » pour avis conforme, dossier d'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable (la commune) puis transmis à l'autorité environnementale (R104-33, R104-34 et R104-35 CU et arrêté du 26 avril 2022 fixant le contenu du formulaire du dossier). Y seront détaillées par la commune les « raisons pour lesquelles son projet ne serait pas susceptible

d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et, par conséquent, ne requerrait pas la réalisation d'une évaluation environnementale » (R104-34 CU). Un tel exposé est « proportionné aux enjeux environnementaux de la procédure menée » (R104-34 CU).

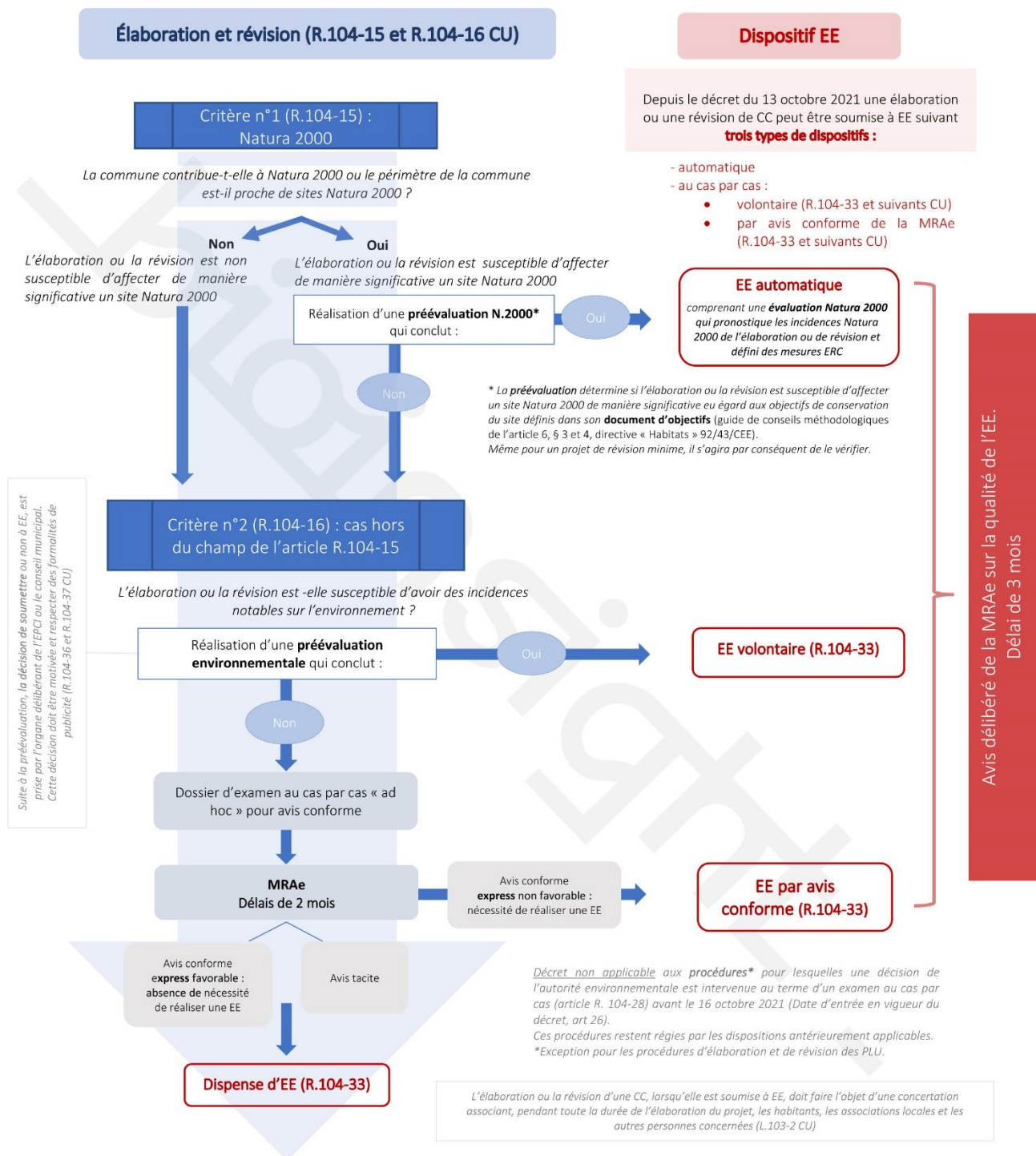
1.2 Nouveau régime d'évaluation issu du décret du 13 octobre 2021

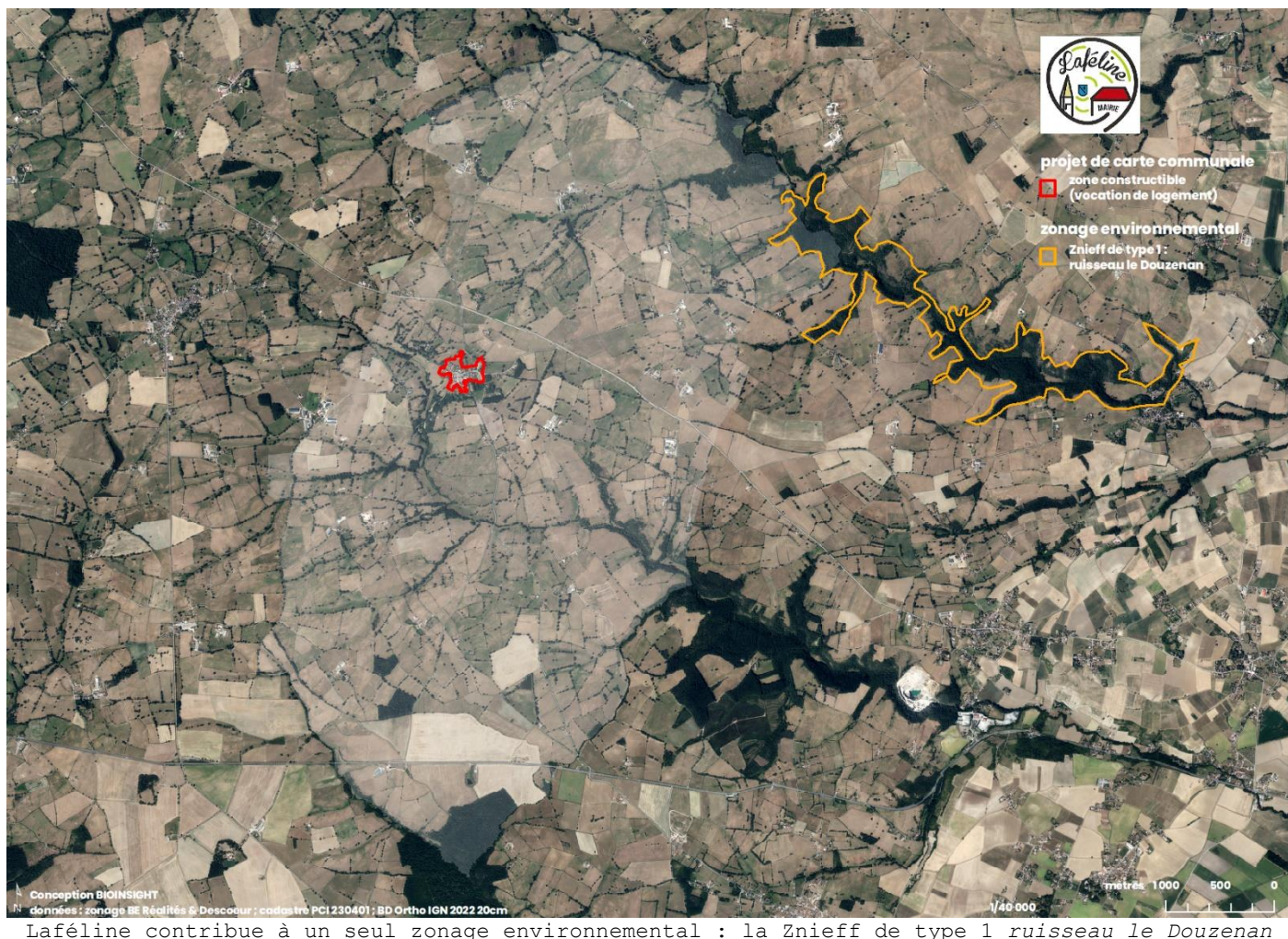
Pour résumer d'un point de vue décisionnel le décret du 13 octobre 2021, une élaboration ou révision de carte communale peut désormais faire l'objet d'une évaluation environnementale (EE) suivant trois types de dispositif : le premier de manière automatique (EE automatique) ; les deux autres dans le cadre d'un examen au cas par cas « ad hoc » car réalisé par la personne publique responsable du document d'urbanisme (la commune) mais pas par l'autorité environnementale (MRAe) comme pour un examen au cas par cas « de droit commun ».

Cet examen au cas par cas « ad hoc » peut conduire à deux possibles dispositifs d'EE. La commune peut tout d'abord estimer que le projet de carte communale est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement - risque évaluée par une préévaluation environnementale implicite ou explicite - donc décider de réaliser une évaluation environnementale de manière volontaire (EE au cas par cas volontaire). A contrario, si à l'issue d'une préévaluation environnementale elle estime que le projet de carte communale n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement elle transmet à l'autorité environnementale sa décision sous la forme d'un dossier d'examen au cas par cas « ad hoc » pour avis conforme. Ce dossier inclura une préévaluation environnementale explicite et construite dénommée « auto-évaluation » présentée en annexe 3 du dossier. L'autorité environnementale rendra un avis conforme soit favorable soit non favorable à ce dossier. Si l'avis est non favorable, il y a donc nécessité de réaliser une évaluation environnementale (EE au cas par cas par avis conforme).

1.3 Élaboration d'une carte communale

Dans le cas d'une élaboration de carte communale, le dispositif d'EE qui s'impose relève d'un processus décisionnel suivant l'ordonnancement de critères d'importance décroissante établis par les articles R104-15 et R104-16 CU, processus restitué ci-après sous la forme d'un logigramme.





2 Projet de carte communale de Laféline

2.1 Critère n° 1 (R104-15 CU) : Natura 2000

La soumission à évaluation environnementale du projet de carte communale de Laféline relève d'un processus décisionnel appliquant tout d'abord le critère n° 1 (R104-15) du logigramme.

La commune de Laféline ne contribuant pas à un site Natura 2000 et étant éloignée de 8 km du site Natura 2000 le plus proche (la zone spéciale de conservation *basse Sioule*), son projet de carte communale ne permet donc pas « la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 » (R104-15 CU).

Le projet de carte communale de Laféline n'est donc pas soumis à évaluation environnementale d'une façon automatique au regard du critère n° 1.

Il convient de passer au critère n° 2.

2.2 Critère n° 2 (R104-16 CU) : autres cas que le R104-15 CU

L'application du critère 2 conduit à répondre à la question de l'article R104-16 CU : le projet de carte communale de Laféline est-il susceptible « d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE » ?

Ce risque est évalué par une préévaluation environnementale.

Il faut rappeler que si la préévaluation environnementale détermine que le projet de carte communale est non susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, la personne publique responsable (la commune) transmet un

dossier d'examen au cas par cas « ad hoc » pour avis conforme à l'autorité environnementale (MRAe) en y joignant son annexe 3 que constitue cette auto-évaluation objet de cette présente étude.

Dans ce cas, le dispositif d'EE volontaire (EE au cas par cas volontaire) n'est donc pas mis en œuvre quand le dispositif d'EE par avis conforme (EE au cas par cas par avis conforme) le sera qu'à la seule condition d'un avis conforme non favorable de la part de l'autorité environnementale.

2.2.1 Préévaluation environnementale

2.2.1.1 Méthode d'analyse : effets et incidences notables

La préévaluation environnementale détermine si le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE donc requiert la réalisation d'une évaluation environnementale.

Les critères de l'alinéa **1.** de cette annexe II concernent les caractéristiques des plans et programmes (projet de document d'urbanisme) alors que les critères de l'alinéa **2.** de cette annexe II relèvent des caractéristiques des incidences et de la zone susceptible de subir ces incidences notables.

Or un projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement s'il présente tout d'abord des effets notables sur l'environnement, indépendamment de la zone concernée, c'est-à-dire s'il présente des capacités intrinsèques à transformer de façon substantielle ou irréversible des facteurs ou thèmes environnementaux tels que la faune, la flore, l'eau... listés par l'annexe I au point (f) de la directive 2001/42/CE.

La préévaluation environnementale va donc tout d'abord évaluer la probabilité que le projet de carte communale soit susceptible d'avoir des effets notables environnementaux (sur des facteurs ou thèmes environnementaux) pour ensuite évaluer la probabilité qu'il soit susceptible d'avoir des incidences notables sur la zone concernée pour les facteurs ou thèmes environnementaux à risque retenus.

Pour la commune de Laféline, riche de 193 habitant.e.s (recensement 2019 de l'Insee) sur une superficie de 2 303,53 ha, qui ne dispose pas actuellement de document d'urbanisme (RNU), le projet de carte communale (voir plus de détails en annexes 1 et 2 du dossier d'examen au cas par cas « ad hoc » pour avis conforme) se résume à un projet de zone constructible de carte communale à vocation de logement délimitant le bourg et s'étendant sur 7,27 ha soit 0,3 % de la commune. Dans le cadre de ce projet de carte communale, la zone constructible à vocation de logement porte sur la création de 10 logements dont 2 issus de la remise sur le marché de logements vacants.



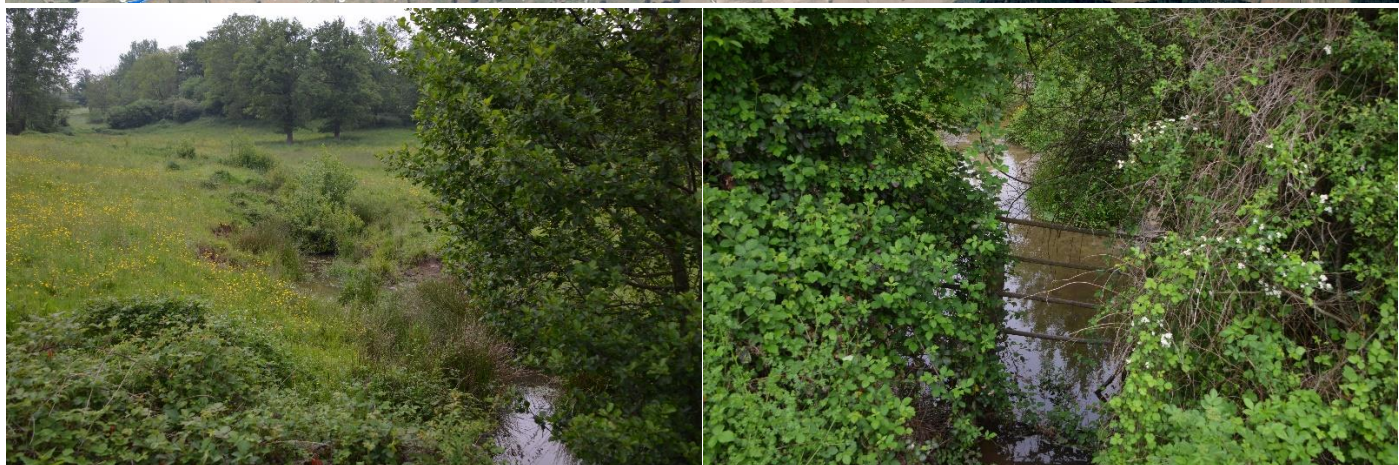
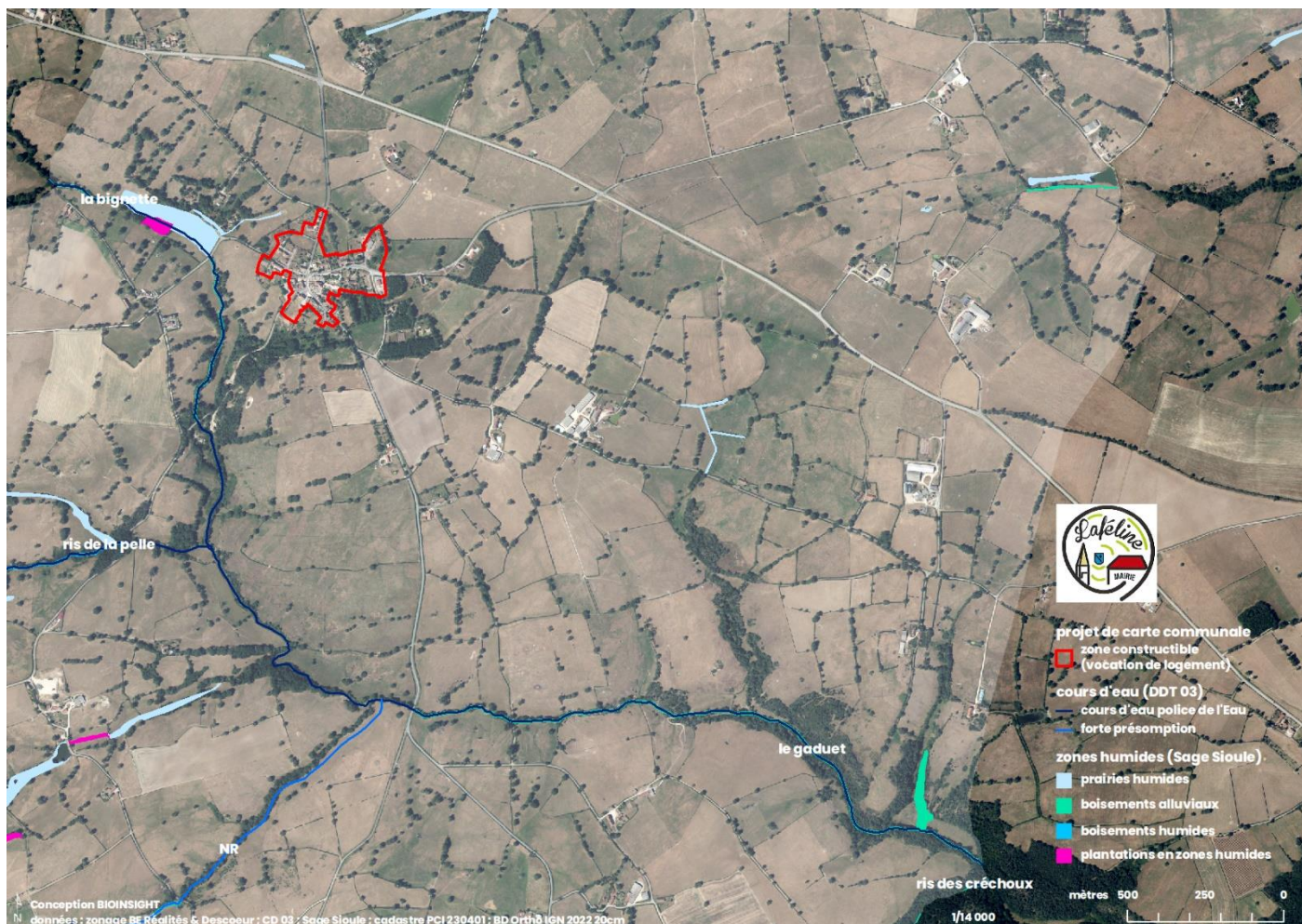
Le projet de carte communale sous la forme d'une zone constructible de faible superficie à vocation de logement dans un bourg d'une commune à faible densité n'a intrinsèquement pas d'effets notables sur les facteurs ou thèmes environnementaux suivants :

- consommation de surfaces agricoles ;
- gestion des eaux pluviales ;
- sols pollués ;
- gestion des déchets ;
- l'air, l'énergie et le climat.

En revanche, à partir des visites de terrain d'une demi-journée le 23 mai 2023 puis de l'analyse à l'agence de données dont cartographiques sous système d'information géographique (Sig), la préévaluation va évaluer la probabilité que le projet de carte communale soit susceptible d'avoir des incidences notables sur la zone susceptible d'être touchée pour les facteurs ou thème environnementaux retenus suivants.

2.2.1.2 Cours d'eau et zones humides

Les cours d'eau police de l'Eau donc soumis à la loi sur l'Eau sont nombreux à Laféline dont le Gaduet, la Bignette ou le Ris de la Pelle..., en sachant que des écoulements sont encore à expertiser. Un inventaire des zones humides a été réalisé par le Sage Sioule. D'autres zones humides ont été recensées lors des visites de terrain.



La Bignette (cours d'eau police de l'Eau) à Montrousset au ouest-nord-ouest du bourg



Mare (hors inventaire Sage Sioule) à Montrousset dans la limite nord de la parcelle ZY52 et talweg humide dans la parcelle ZX47 au Bourg dans le sud (photos Luc Laurent)



Surfaces ouvertes non bâties ni imperméabilisées dans le projet de zone constructible (dans le sud) :
parcelle ZY54



Surfaces ouvertes non bâties ni imperméabilisées dans le projet de zone constructible (dans l'ouest) :
parcelles ZX96 en dernier plan et parcelle ZX106 derrière la haie



Surfaces ouvertes non bâties ni imperméabilisées dans le projet de zone constructible (dans l'ouest) :
parcelles ZX106 et ZX107



Surfaces ouvertes non bâties ni imperméabilisées dans le projet de zone constructible (centre) : parcelle ZX11 (photos Luc Laurent)



Surfaces ouvertes non bâties ni imperméabilisées dans le projet de zone constructible (centre) : parcelles ZX11 et ZX72



Surfaces ouvertes non bâties ni imperméabilisées dans le projet de zone constructible (dans l'est) : parcelle ZX71



Surfaces ouvertes non bâties ni imperméabilisées dans le projet de zone constructible (dans l'est) : parcelle ZX71



Surfaces ouvertes non bâties ni imperméabilisées dans le projet de zone constructible (dans l'est) : parcelle ZX20
(photos Luc Laurent)



Surfaces ouvertes non bâties ni imperméabilisées dans le projet de zone constructible (dans l'est) : parcelle ZX22, ZX23 et ZX 28



Surfaces ouvertes non bâties ni imperméabilisées dans le projet de zone constructible (dans l'est) : parcelle ZX32, ZX117, ZX93, ZX91 et ZX28 (photos Luc Laurent)

La commune de Laféline contribue à un seul de type de zonage environnemental : la Znieff de type 1 *ruisseau de Douzenan*, qui est localisée loin de la zone constructible du bourg dans la partie la plus nord-orientale de la commune. Le projet de carte communale sous la forme d'une telle zone constructible n'est donc pas susceptible d'avoir des incidences notables sur les zonages environnementaux.

2.2.1.4 Paysage

Considérant que la dimension paysagère la plus forte de Laféline est son bocage sous la forme d'un riche réseau de haie basse et d'arbre isolé dans un contexte

de bâtis d'architecture vernaculaire marquée par des toits pentus à petites tuiles encore préservés (corps de ferme, longères...), le projet de carte communale n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur le bocage paysager. Considérant que le bourg ne relève pas des caractéristiques urbano-architecturales d'un village en ordre lâche (village-tas sur crête), c'est-à-dire non resserré en limite de crête créant des ouvertures vers des vues lointaines mais également des vues lointaines sur le village, le projet de carte communale n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur les entrées du bourg en matière d'insertion paysagère.



Bocage paysager : haies, arbres isolés et architecture vernaculaire à Montroussset ;
haies et ripisylve le long du Gaduet à la rue des Ormes



Entrée du bourg côté sud (est concernée la parcelle ZX54 en hauteur non visible)
et entrée du bourg coté ouest (est concernée la parcelle ZX64 en hauteur non visible)



Entrée du bourg côté nord (est concernée la parcelle ZX107à droite entre des bâtis existants contemporains
hors d'un alignement viaire direct avec le bourg ancien) (photos Luc laurent).



Entrée du bourg côté nord (est concernée la parcelle ZX11 à gauche derrière une haute clôture végétale de type haie sur fond de haut bâti ancien hors d'un alignement viaire direct avec le bourg ancien)



Entrée du bourg côté est (sont concernées les parcelles ZY42 et ZX20 à gauche et ZX71 à droite dans un contexte de bâtis agricoles et artisanaux, voire d'entrepôt, ainsi que de hautes clôtures végétales de type haie) (photos Luc Laurent)

2.2.1.5 Capacité d'assainissement collectif

Considérant l'absence de système d'assainissement collectif (toute la commune est en ANC), le projet de carte communale n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur la capacité d'assainissement collectif.

2.2.1.6 Bilan besoins/ressources en eau potable

Considérant la gestion de l'eau potable assurée par le SIVOM Eau et assainissement Rive Gauche Allier de Souvigny (un réservoir est présent sur la commune) et la mise à disposition à ce Sivom de ressources différentes pour s'approvisionner en eau dont la principale est l'utilisation de sa station de captage, située à Contigny, ainsi que du recours aux moyens de production ou d'échanges offerts par le Syndicat Mixte des Eaux de l'Allier (S.M.E.A.), le projet de carte communale n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur le bilan besoins/ressources.

2.2.1.7 Bruit

Considérant le classement des infrastructures de transports terrestres du département de l'Allier par l'arrêté préfectoral 2627 du 2 décembre 2022, pour lequel la commune de Laféline n'est pas concernée, le projet de carte communale n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur la nuisance de type bruit en matière de santé humaine.

2.2.2 Conclusion

Le projet de carte communale n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, y compris les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs.